

PA Centre sportif - Le Chenit

Adaptations apportées au dossier suite à l'examen préalable du Canton - Juin 2022

	Thématiques	Services concernés	Document concerné	Demandes du Canton	Réponses / modifications apportées
1	Plus-value	DGTL-DAM	47 OAT	Le rapport d'aménagement doit donc indiquer que le projet est concerné par la plus-value et qu'une expertise sera faite lors de la réception du dossier pour approbation pour définir le montant de cette taxe.	Une distinction a été faite entre la partie Nord du PA, qui pourra abriter un hôtel et donc soumise à la taxe sur la plus-value, et la partie Sud, dédiée exclusivement à des installations publiques. La Commune et le Village du Sentier, propriétaires de ces parcelles au Sud, seront exemptés de taxe pour cette partie du PA. Ces éléments ont été validés par la DGTL et le 47 OAT a été modifié dans ce sens (chapitre 5.6).
2	Affectation	DGTL-DAM	Dossier complet	Comme l'hôtel est étroitement lié aux activités sportives sur place et au vu de son emplacement central, il est nécessaire de modifier l'ensemble de l'affectation en zone affectée à des besoins publics 15 LAT en zone de tourisme et de loisirs 15 LAT.	L'affectation a été modifiée et l'ensemble du dossier adapté en conséquence.
3	Date PA en vigueur	DGTL-DAM	47 OAT	1.1 Cadre de l'étude (p. 5) et 2.1 Affectation : le plan de quartier Le Sentier (secteur est) a été approuvé le 24 mai 1995 et non le 31 mai 1995, à corriger.	Le 47 OAT a été corrigé dans ce sens.
4	Date démarche	DGTL-DAM	47 OAT	1.5 Démarche de la planification (p. 7) : le dépôt du dossier de PA pour examen préalable a été fait en mars 2021 et non en février, à corriger.	Le 47 OAT a été corrigé dans ce sens.
5	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	Cartouche : modifier de la manière suivante : - « Approuvé par le département compétent » ; - « Entré en vigueur le ».	Le cartouche du plan a été modifié.
6	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	De manière générale, la représentation des zones et secteurs n'est pas conforme à NORMAT 2 et il convient donc de s'y conformer	Le plan a été modifié suivant la nouvelle directive Normat 2.
7	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	En référence à notre demande formulée au point 2.3 ci-dessus, changer l'affectation de la zone affectée à des besoins publics 15 LAT en zone de tourisme et de loisirs 15 LAT.	Le plan a été modifié.
8	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	Le périmètre du PA qui sera légalisé est à représenter en rouge selon NORMAT 2, ce qui n'est pas le cas ici.	Le plan a été modifié dans ce sens.
9	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	La représentation de l'espace réservé aux eaux doit suivre le modèle fédéral, ce qui n'est pas le cas actuellement.	Le plan a été modifié dans ce sens.
10	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	Les périmètres des dangers naturels doivent être représentés simplement avec une hachure selon NORMAT 2.	En accord avec l'Unité des Dangers Naturels du Canton, l'entier de la parcelle concernée par les dangers est à prendre en compte et non seulement le périmètre du danger lui-même. Le périmètre des dangers naturels a donc été supprimé du plan et le règlement se réfère directement aux périmètres d'implantation des constructions.
11	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	Renommer le « secteur de risque OPAM : zone de létalité R50 » en « autre périmètre superposé: zone de létalité R50 OPAM» et se conformer à NORMAT 2 pour sa représentation.	La légende a été modifiée. En accord avec le Canton, la représentation sous forme de points a été maintenue afin de conserver la lisibilité du plan.
12	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	Il ne peut y avoir une superposition de plusieurs périmètres pour l'implantation des constructions (même si plusieurs périmètres peuvent être définis sur le plan, si nécessaire). De plus, cet élément doit être renommé en un seul « périmètre d'implantation des constructions » (dans la légende) pour être conforme à NORMAT 2.	En accord avec la DGTL, deux périmètres d'implantation des constructions A et B ont été distingués dans le plan, présentant chacun une altitude maximale des constructions différentes.
13	Représentation plan	DGTL-DAM	Plan	Le périmètre de transition paysagère est à renommer en « Autre périmètre superposé : périmètre de transition paysagère ».	La légende du plan a été modifiée.
14	Rédaction réglementaire	DGTL-DAM	Règlement	Cartouche : modifier de la manière suivante : - « Approuvé par le département compétent » ; - « Entré en vigueur le ».	Le règlement a été corrigé dans ce sens.

15	Rédaction réglementaire	DGTL-DAM	Règlement	Art. 5 : supprimer ou alors préciser de manière objective les critères qualitatifs attendus.	L'article 5 concernant la qualité architecturale a été supprimé.
16	Rédaction réglementaire	DGTL-DAM	Règlement	Art. 6: en référence à notre demande formulée au point 2.3 ci-dessus, changer l'affectation de la zone affectée à des besoins publics 15 LAT en zone de tourisme et de loisirs 15 LAT.	Le règlement a été corrigé dans ce sens.
17	Rédaction réglementaire	DGTL-DAM	Règlement	Art. 6 : Corriger la référence aux périmètres d'implantation selon la remarque formulée au point 3.2 ci-dessus.	Le règlement a été corrigé dans ce sens.
18	Rédaction réglementaire	DGTL-DAM	Règlement	Art. 19 : faire un renvoi aux législations fédérales et cantonales relatives à l'espace réservé aux eaux (et pas seulement à l'Ordonnance sur la protection des eaux).	Le règlement a été corrigé dans ce sens.
19	Rédaction réglementaire	DGTL-DAM	Règlement	Art. 35 : - al. 1 : remplacer « adopté par le Conseil d'Etat le 31 mai 1995 » par « approuvé par le Conseil d'Etat le 24 mai 1995 » ; - al. 2 : remplacer « adopté par le Conseil d'Etat le 15 mai 1987 » par « approuvé par le Conseil d'Etat le 15 mai 1987 » ; - al. 3 : modifier de la manière suivante : « Le présent plan d'affectation abroge partiellement le PACom, approuvé par le Conseil d'Etat le 5 février 1986, pour les secteurs compris dans le périmètre défini sur le plan d'affectation du Centre sportif. »	Le règlement et le rapport 47 OAT ont été modifiés dans ce sens.
20	Rédaction réglementaire	DGTL-DAM	Règlement	Art. 36 : modifier de la manière suivante : « Conformément à la LATC, le présent plan d'affectation entre en vigueur lors de son approbation par le département compétent ».	Le règlement a été modifié dans ce sens.
21	NORMAT	DGTL-DAM	Règlement	Les dossiers de planification doivent être accompagnés de fichiers informatiques respectant la directive NORMAT. Ces fichiers doivent être livrés à la DGTL avant l'approbation. La DGTL recommande toutefois de les livrer avant la mise à l'enquête publique, afin de ne pas retarder l'approbation du dossier le moment venu.	Le fichier informatique NORMAT sera transmis avant l'approbation
22	Faisabilité foncière	DGTL-DIP	Convention / 47 OAT	Le secteur sud du projet d'affectation comprend d'une part la parcelle no 680 appartenant à la Fraction de commune du Village du Sentier et, d'autre part, une partie de la parcelle no 689 appartenant à la Commune de Chenit. Dès lors, une convention doit être signée par les deux propriétaires assurant ainsi la faisabilité foncière du projet. Cette convention (promesse de vente, servitude d'usage, etc.) sera signée avant l'enquête publique du plan d'affectation et accompagnera le dossier lors de l'approbation par le Département compétent.	Des conventions permettant la mise en place de DDP au profit du Centre Sportif de la Vallée de Joux ont été établies et signées par les propriétaires des parcelles n° 680 et 689. Elles seront jointes au dossier de PA lors de l'approbation par le département compétent. Le rapport 47 OAT a été complété dans ce sens.
23	Servitude	DGTL-DIP	Convention / 47 OAT	Sur le plan, l'une de ces liaisons débouche sur la parcelle no 679 et ce passage est utilisé aujourd'hui à bien plaisir. ... La DGTL-DIP/Améliorations foncières demande qu'un projet de servitude de passage public sur les parcelles no 679 et 3197 soit mis à l'enquête publique conformément à l'art. 13 de la loi sur les routes et simultanément à l'enquête du plan d'affectation.	La liaison Est-Ouest est assurée par le cheminement aménagé au Nord de l'Orbe. Afin de préserver l'espace réservé aux eaux et ne pas faire double emploi avec le cheminement Nord, la liaison au Sud de l'Orbe a été supprimée du plan.
24	Représentation plan	DGTL-DIP	Plan	Inscrire « DP 8 » sur le plan (entre les parcelles no 676 et 673).	Le plan a été modifié dans ce sens.
25	Servitude	DGTL-DIP	Convention / 47 OAT	Radiation servitude de passage en faveur de Travys : La DGTL-DIP/Améliorations foncières demande - soit de supprimer la deuxième partie de la phrase du chapitre 3.3.2 du rapport 47 OAT (« à l'exception de... »), - soit d'établir une convention relative à la radiation de cette servitude, convention signée par la Commune et Travys avant l'enquête publique du plan d'affectation.	La servitude de passage en faveur de Travys sera maintenue. Le 47 OAT a été corrigé dans ce sens.

26	Energie	DGE-DIREN	Dossier complet	S'agissant de bâtiments publics, la DGE-DIREN rappelle le devoir d'exemplarité des communes en matière d'énergie (art. 10 LVLEne). Ainsi, des performances énergétiques supérieures au minimum légal devraient être encouragées pour les nouveaux bâtiments et les ressources renouvelables (réseau de chauffage à distance alimenté par des énergies renouvelables, solaire thermique et photovoltaïque, sondes géothermiques ou nappe phréatique) pour leur approvisionnement en énergie doivent être favorisées. Le choix de la solution d'approvisionnement en énergie des bâtiments doit notamment tenir compte de leurs besoins en énergie.	L'article 33 du règlement impose le raccordement au réseau de chauffage à distance, dans le respect de l'article 25 LVLEne. Il encourage également une utilisation rationnelle de l'énergie et favorise le recours aux énergies renouvelables.
27	Energie	DGE-DIREN	-	Le site du Centre Sportif de la Vallée de Joux est identifié en tant que grand consommateur au sens de la LVLEne depuis le 08.11.2017 et en tant que tel il est obligé de s'engager dans une démarche de réduction de la consommation d'énergie. L'audit énergétique est actuellement en cours. Nous rappelons que toute extension du site devra être incluse dans le périmètre de l'engagement de réduction après la mise en service.	La Commune et le CSVJ prennent bonne note de la présente remarque qui sera prise en compte dans la suite du projet.
28	Superstructures	DGE-DIREN	Règlement	L'article 16 du règlement concernant les superstructures indique au deuxième alinéa que celles-ci doivent être limitées au minimum techniquement indispensable. L'article doit préciser que cette limitation ne concerne pas les installations solaires, qui doivent au contraire être favorisées.	Le règlement a été corrigé et mentionne une exception pour les installations solaires.
29	Energie	DGE-DIREN	Règlement	L'article 32 al. 3 du règlement concernant l'approvisionnement en énergie précise que les nouveaux bâtiments doivent être raccordés au réseau de chauffage à distance. Même s'il s'agit de bâtiments publics, l'article doit faire référence à l'article 25 de la LVLEne. En effet, l'obligation de raccordement ne peut être appliquée qu'en présence d'un réseau de chauffage à distance alimenté principalement par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur. Cet article prévoit également la possibilité d'alimenter les bâtiments avec des énergies renouvelables, pour autant que celles-ci couvrent plus de 50% des besoins en chaleur.	Le règlement a été complété avec la référence à l'article 25 de la LVLEne.
30	Bruit	DGE-ARC	Notice d'impact	Intégrer les corrections transmises par Email le 28 mai 2021 (correction et situation des emplacements évalués)	La notice technique a été complétée avec les corrections transmises et validée par la DGE-ARC.
31	Dangers naturels	DGE-GEODE/DN	47 OAT	Une lettre signée du bureau Ecoscan validant la transcription finale et le travail de collaboration avec la commune doit être annexée.	Le règlement a été vérifié par Ecoscan et la lettre annexée au dossier (annexe 2b).
32	Dangers naturels	DGE-GEODE/DN	Plan	La transcription sur le plan doit s'ajuster au parcellaire et ne pas suivre les limites de la carte de dangers naturels, comme l'impose la directive. Adapter et faire valider par Ecoscan.	En accord avec l'Unité des Dangers Naturels du Canton, l'entier des parcelles concernées par les dangers est prise en compte et non seulement le périmètre du danger lui-même. Le périmètre des dangers naturels a donc été supprimé du plan et le règlement se réfère directement au périmètre du PA. Le plan et le règlement ont été validés
33	Dangers naturels	DGE-GEODE/DN	Plan	Le figuré est très peu lisible. Par ailleurs, la dénomination « DN » tel que présenté dans la légende n'apparaît nulle part sur le plan.	Le périmètre de dangers naturels a été supprimé du plan. Voir remarque n°33.
34	Dangers naturels	DGE-GEODE/DN	Règlement	Art. 29 : Alinéa 1 : - Spécifier la dénomination du secteur de restriction en reprenant l'intitulé exact inscrit dans la légende du plan. - Ajouter qu'« Une évaluation locale de risque (ELR) établie par un professionnel qualifié est exigible par l'ECA. »	- Le périmètre des dangers naturels a donc été supprimé du plan et le règlement se réfère directement aux périmètres d'implantation des constructions. - L'article 29 a été complété dans ce sens.
35	Dangers naturels	DGE-GEODE/DN	Règlement	Alinéa 2 : remplacer « l'application des mesures suivantes » par « l'application des concepts de mesures de protection suivants ».	L'article 29 a été complété dans ce sens.
36	Protection des sols	DGE-GEODE/SOLS	47 OAT et règlement	La protection des sols devra être traitée en phase de conception du projet de l'ouvrage selon la directive DMP864 (2014). Comme convenu avec la commune, ceci sera précisé dans le rapport selon l'art. 47 OAT et le règlement. Le concept de protection et valorisation des sols accompagnera les demandes de permis de construire.	L'article 30 "protection des sols" a été ajouté au règlement, reprenant la demande de la DGE-GEODE. Le rapport 47 OAT a également été complété dans ce sens.

37	Espace réservé aux eaux	DGE-EAU/EH	Plan	<p>Selon le dernier PV du 20.04.2020 au point 1.2, il est clairement indiqué que la limite de l'ERE est située à 11 mètres depuis la limite du DP et non 7 mètres. Nous demandons que le bureau mandataire transmette au répondant les données SIG au format *.shp ; il s'agit des données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- axe cours d'eau adapté</li> <li>- ERE de base</li> <li>- ERE adapté</li> </ul>	<p>La largeur de l'ERE a été étendue à 11m et validée par la DGE-EAU. L'ensemble du dossier a été adapté en conséquence. Les ERE de base et adapté ont été transmis et validé par la DGE et apparaissent dans le chapitre 2.4.3. (attente validation)</p>
38	Espace réservé aux eaux	DGE-EAU/EH	47 OAT	<p>Un chapitre spécifique « Espace réservé aux eaux » doit être intégré. Ce chapitre doit être constitué au minimum d'un 1er paragraphe qui indique les informations suivantes : « En application de l'art. 36a de la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux) et de l'art. 41 a, b et c de l'Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux), l'espace nécessaire aux cours d'eau et aux étendues d'eau (ERE et EREE) garantit leurs fonctions naturelles, la protection contre les crues et leurs utilisations. Les cantons déterminent les espaces concernés et veillent à ce que les plans directeurs et les plans d'affectation prennent en compte l'ERE et l'ERREE. Et d'un 2ème paragraphe qui explique et présente la manière dont ont été définies les largeurs d'ERE/EREE (secteurs à enjeux, élargissement, renonciation, etc.).</p>	<p>Un chapitre spécifique Espace réservé aux eaux a été ajouté au 47 OAT, dans le chapitre 2.4.3 Environnement et a été validé par le Canton.</p>
39	Espace réservé aux eaux	DGE-EAU/EH	47 OAT	<p>Au chapitre 3.1.3 doit être corrigé avec un ERE de 11 mètres (au lieu de 7 mètres).</p>	<p>Le 47 OAT a été modifié dans ce sens.</p>
40	Espace réservé aux eaux	DGE-EAU/EH	Règlement	<p>L'article 19 doit être complété avec les règles suivantes :</p> <p>1 L'espace réservé aux eaux et étendues d'eau est déterminé selon le droit fédéral et figuré sur le plan. Sa largeur est définie selon la réglementation en vigueur. Sa position exacte est à délimiter sur site, en tout temps, selon la position de l'axe du cours d'eau et/ou de la ligne de rive constatée dans le terrain.</p> <p>2 A l'intérieur de l'espace réservé aux eaux et aux étendues d'eaux, les dispositions du droit fédéral de la protection des eaux s'appliquent en plus des éventuelles dispositions du présent</p>	<p>Le règlement a été complété dans ce sens.</p>
41	Espace réservé aux eaux	DGE-EAU/EH	Plan	<p>Le plan du PPA représente correctement les ERE, hormis la largeur de l'ERE sur la parcelle n°680 qui doit être étendue à 11 mètres au lieu de 7 mètres.</p> <p>La DGE-EAU recommande au bureau d'urbanisme de contacter le répondant pour valider les documents finaux avant la mise à l'enquête publique.</p>	<p>La largeur de l'ERE a été étendue à 11m et validée par la DGE-EAU. L'ensemble du dossier a été adapté en conséquence.</p>
42	Milieux naturels	DGE-BIODIV	47 OAT	<p>§ 2.4.2 Paysage : mentionner les deux périmètres de protection paysagère au niveau fédéral (SM n° 21 et IFP n° 1201) et les intégrer dans l'analyse sur les mesures d'intégration paysagère.</p>	<p>Le 47 OAT a été complété et renvoie au nouveau chapitre de la notice environnementale concernant La Faune, la flore et les biotopes.</p>
43	Milieux naturels	DGE-BIODIV	47 OAT	<p>§ 2.4.3 Environnement - Milieux naturels : le chapitre devrait indiquer les essences des arbres présents et s'ils sont protégés au niveau communal.</p>	<p>Un nouveau chapitre dédié à la Faune, flore et biotopes a été intégré à la notice environnementale et fait état des essences des arbres existants et de leur protection.</p>
44	Milieux naturels	DGE-BIODIV	47 OAT	<p>§ Protection des eaux et dangers naturels : il est mentionné la présence d'une nappe en lien avec l'Orbe. Celle-ci est également en lien avec les marais d'importance nationale situés en aval. Dès lors, il est primordial que la quantité d'eau rejetée à l'avenir dans l'Orbe ne soit pas diminuée.</p>	<p>Cette mention a été ajoutée au rapport 47 OAT.</p>

45	Milieux naturels	DGE-BIODIV	47 OAT	§ Patrimoine culturel et naturel : indiquer le résultat de l'évaluation de l'impact du projet sur le TIBP 14 AEH concerné. L'alinéa relatif au TIBS, s'applique au TIBP. Le projet seul doit démontrer qu'il ne réduit pas les valeurs existantes ou le potentiel biologique des surfaces. A ce titre, la mise en place d'aménagements en faveur de la biodiversité, comme des plantations variées d'essences indigènes en station, la création de milieux favorables pour les espèces de batraciens présentes (crapaud commun, triton alpestre et grenouille rousse), la mise en place de prairie fleurie avec une gestion extensive seraient à même de répondre à ces questions.	Le 47 OAT a été complété et renvoie au nouveau chapitre de la notice environnementale concernant La Faune, la flore et les biotopes.
46	Milieux naturels	DGE-BIODIV	47 OAT	§ Organismes dangereux : prévoir un suivi pendant le chantier et sur 3 ans des surfaces qui font l'objet de mouvements.	Le 47 OAT a été complété dans ce sens.
47	Milieux naturels	DGE-BIODIV	47 OAT	§ 3.1.3 Aménagements extérieurs : chapitre à étoffer avec des propositions concrètes d'aménagements extérieurs par exemple l'aménagement de haies mélangées d'essences indigènes en station le long du parking, de la voie CFF, en bordure de la RC. La plantation de quelques arbres le long du chemin piétonnier sur rive gauche de l'Orbe en complément à ceux existants, la mise en place de prairies fleuries au moyen de fleur de foin local, la création d'un petit mur en pierres sèches vers l'étang, ...	Le chapitre Faune, flore et biotopes de la notice environnementale apporte des propositions de mesures en faveur de la biodiversité, sous forme de mesures réglementaires (reportées dans le règlement) et de recommandations d'aménagement.
48	Milieux naturels	DGE-BIODIV	47 OAT	§ 2.4.3 Environnement – Milieux naturels : signaler le site de reproduction de batraciens d'importance régionale	La présence de batraciens a été mentionnée dans la notice environnementale et fait l'objet d'une mesure d'aménagement.
49	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Plan	Prévoir la plantation d'arbres dans les deux « périmètres de transition paysagère » ainsi que la conservation des existants.	Le plan prévoit un alignement d'arbres dans le périmètre de transition paysagère situé au Sud de l'Orbe et le règlement impose l'implantation de plantations nouvelles dans ces périmètres. Concernant les arbres existants, en l'absence d'un règlement communal de protection des arbres, ainsi que d'un inventaire communal à jour, c'est la directive cantonale sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS) qui régit le statut de protection des arbres pour la commune du Chenit. Cette directive donne une protection généralisée aux arbres de plus de 30 cm de diamètre à hauteur de 1m30, à l'exception des arbres fruitiers.
50	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Plan	Prévoir un plan avec la figuration des aménagements extérieurs.	Le projet de construction et de paysage n'étant pas encore définis, un plan des aménagements extérieurs ne peut être produit à ce stade. En accord avec la DGE-BIODIV, des mesures générales ont été définies dans le règlement et la notice environnementale.
51	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Plan	Figurer l'étang en « zone de protection de la nature et du paysage »	Cette recommandation a été partiellement prise en compte : une zone de protection proprement dite n'a pas été définie mais la présence de batraciens a été mentionnée dans la notice environnementale et fait l'objet d'une mesure d'aménagement.
52	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Règlement	Art. 14a, al. 1 lire « Les toitures plates doivent être végétalisées au moyen de semis de plantes choisies parmi des espèces indigènes et gérées de manière extensive. Le substrat doit avoir une épaisseur moyenne d'au minimum de 10 cm. »	Le règlement a été modifié dans ce sens.
53	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Règlement	Art. 17 ajouter : « des plantations composées de différentes essences indigènes en station et des surfaces végétalisées (type prairie fleurie), par ex. en bordure du parking, de la voie CFF, de la RC, en complément à l'arborisation existante et des aménagements en faveur des batraciens (petit mur en pierres sèches, ...). La plantation des espèces figurant sur la Liste noire officielle et la liste de contrôle (Watch List) des espèces exotiques envahissantes est interdite. »	En accord avec la DGE BIODIV, l'article 17 a été rédigé comme il suit : "des plantations de différentes essences indigènes en station et des surfaces végétalisées de type prairie fleurie, entretenue de manière extensive. Ces surfaces doivent être disposées en complément à l'arborisation, et être mises en connexion les unes avec les autres. Des aménagements en faveur de la petite faune et des batraciens (petits biotopes, tas de pierres, etc.) doivent être mis en place à des endroits adéquats. La plantation des espèces figurants sur la liste noire officielle et la liste de contrôle (Watch Liste) des espèces exotiques envahissantes
54	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Règlement	Art. 18 : supprimer le deuxième alinéa.	En accord avec la DGE-BIODIV, cet article a finalement été maintenu.

55	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Règlement	Prévoir un article sur les organismes dangereux et leur gestion (éradication et suivi pendant 3 ans).	Le règlement interdit la plantation d'organisme dangereux (article 17) et impose le contrôle et élimination des plantes invasives (article 20).
56	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Règlement	Ajouter une « zone de protection de la nature et du paysage » : « Cette zone est destinés à assurer la conservation à long terme d'un biotope protégé, notamment sa flore et sa faune caractéristiques. Aucune atteinte ne doit lui être portée. »	Cette recommandation a été partiellement prise en compte : une zone de protection proprement dite n'a pas été définie mais la présence de batraciens a été mentionnée dans la notice environnementale et fait l'objet d'une mesure d'aménagement.
57	Milieux naturels	DGE-BIODIV	Règlement	Article à ajouter sur l'éclairage (suggestion de formulation) : « Une attention particulière sera portée sur le fait de limiter la pollution lumineuse. On privilégiera notamment un éclairage dynamique avec extinction lors des heures creuses de la nuit.	L'article 17 "Aménagements extérieurs" du règlement a été complété sur la base de la formulation proposée.
58	Surfaces agricoles	DGAV	47 OAT	La DGAV demande que l'emprise (environ 1.5 ha) sur la zone intermédiaire assimilée à la zone agricole soit quantifiée,	L'emprise de l'extension de la zone à bâtir a été quantifiée dans le rapport 47 OAT.
59	Surfaces agricoles	DGAV	47 OAT	La DGAV demande que les compensations envisageables par le regroupement des activités sportives, c'est-à-dire le déplacement de certaines installations sportives et les possibilités de retour des installations devenues obsolètes ou surnuméraires à l'exploitation agricole soient répertoriées, analysées et proposées.	Le rapport 47 OAT a été complété en précisant l'impossibilité de trouver des compensations par le regroupement d'activités sportives, l'extension de la zone à bâtir visant plutôt à répondre à un besoin croissant en installations, plutôt qu'au regroupement d'infrastructures. Une comparaison de variantes d'aménagement du périmètre Sud, démontrant une optimisation des installations afin de limiter au maximum l'extension de la zone à bâtir, a également été ajoutée.
60	Accès piéton	DGMR-P	-	La DGMR-P recommande à la commune d'aménager une liaison piétonne (trottoir) pour relier le site à la gare.	Un passage public entre la gare et le Centre sportif est actuellement à l'étude et permettra de relier les deux de manière sécurisée, en dehors du trafic automobile.
61	Accès mobilité douce	DGMR-P	Dossier complet	La perméabilité mobilité douce à travers le PA (liaisons nord-sud assurées par un passage sous-voie au nord et une passerelle sur l'Orbe au sud), n'est pas garantie par la planification. La DGMR-P demande d'inscrire les principes des liaisons piétonnes et cyclables au plan et au règlement de la planification, qui relèvent de l'intérêt public.	Les liaisons publiques de mobilité douce ont été précisées sur le plan, assurant la perméabilité du site. Une servitude de passage sera mise en place et fera l'objet d'une procédure Lrou, avec mise à l'enquête publique du plan simultanément à la mise à l'enquête du PA.
62	Stationnement voiture	DGMR-P	Règlement	Ainsi la DGMR-P demande que le règlement de la planification soit adapté et propose que l'article 25 soit modifié comme suit : Art. 25 : Le nombre de cases de stationnement pour les voitures et les vélos nécessaires pour les logements et les activités doit être conforme aux normes de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS) en vigueur. Le nombre de places maximal pouvant être autorisé s'élève à xxx.	Le règlement a été modifié dans ce sens.
63	Stationnement voiture	DGMR-P	Dossier complet	La DGMR-P demande de redimensionner le besoin en stationnement sur la base d'une fourchette de 237 à 280 places et d'inscrire le nombre de places maximal dans la planification.	Le règlement et la notice mobilité ont été modifiés dans ce sens. En accord avec la DGMR, le nombre maximal de places de stationnement mentionné dans le règlement est de 285 places.
64	Limite des constructions	DIRH/DGMR/FS	Plan	Les limites des constructions (LC) en vigueur se trouvant dans le périmètre du PA (le long de la Rue des Moulins) doivent être représentées sur le plan de situation. Toute modification ou abrogation fera l'objet d'une procédure définie par l'art. 9 de la loi sur les routes (LRou ; BLV 725.01). Une procédure de modification de LC ou d'abrogation de LC peut être coordonnée à un PA.	La limite des constructions en vigueur, définie par la loi sur les Routes, a été ajoutée sur le plan.
65	Distribution de l'eau	OFCO-DE		Il est prévu que le Plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE) de ValRégIEaux soit établi durant l'année 2021. Les données pertinentes du PA soumis (incluant notamment les données quantitatives qu'il induira sur le réseau d'eau) doivent être transmises à l'auteur du PDDE afin d'être prises en compte dans son étude.	Les procédures ont été coordonnées par la Commune.
66	Installations sportives	DGEO-DOP	47 OAT	Une attention particulière sera apportée au cheminement entre le site scolaire de Vers-chez-le-Maître et le centre sportif. Une coordination des besoins sportifs qui seront situés soit sur le site scolaire de Vers-chez-le-Maître ou sur le centre sportif est nécessaire.	En parallèle du PA, une coordination avec le site scolaire de Vers-chez-le-Maître et la DGEO a été réalisée afin de répondre précisément à leurs besoins et éviter les infrastructures surnuméraires à l'échelle de la Commune (voir chapitre 5.2.1 du